

Dossier de presse

De prestigieux journalistes ont élaboré
le palmarès des thèmes vedette de 2007

- Semences OGM - Mixel Garikoitz.
- L'unification des Caisses d'Épargne d'Araba, Bizkaia et Gipuzkoa - Ivan Santamaria.
- Le modèle d'organisation territoriale en Haute Navarre - Juan Angel Monreal.
- Impôt sur les sociétés - Alazne Basañez.
- Les structures socio-économiques du Pays Basque Nord - Aitor Renteria.
- Accidents de travail - Begoña Martín.
- Pêche : la campagne de l'anchois et du thon - Aitziber Arzallus.
- L'Euribor et l'augmentation des taux d'intérêt - Xabier Aja.
- Le TGV - Carlos Etxeberri.
- La convention de travail chez Volkswagen-Navarre - Juan Angel Monreal.

Le maïs génétiquement modifié prend racine dans notre sol

Les actions contre les semences génétiquement modifiées se multiplient dans tout le Pays Basque et tout particulièrement au Pays Basque Nord, où près de 500 hectares de maïs génétiquement modifié ont été plantés en 2007. Au Pays Basque Sud, on évite cependant ce type de plantations, malgré le fait que la compétence en la matière revient au Gouvernement de Madrid.

- Février. Le Gouvernement Basque déclare la Communauté Autonome Basque zone libre de cultures génétiquement modifiées, quoique n'ayant pas la compétence en la matière.

- Février. Le syndicat ELB dénonce la tentative d'imposition de maïs génétiquement modifié au Pays Basque Nord par le biais de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées Atlantiques de Pau (dans la zone de l'Aturri, à Amikuzze et en Hazparne).



- Mars. La coopérative Lur Berri d'Aiziritze (Basse Navarre), principal fournisseur de semences de maïs au Pays Basque Nord, confirme son intention de procéder à la vente de maïs génétiquement modifié au Pays Basque Nord.

- Avril. Selon l'organisation "Ecologistas en Marcha", 10% à 20% du maïs cultivé en Haute Navarre a été génétiquement modifié.

- Avril. Mobilisations devant le siège de la coopérative Lur Berri, auxquelles participent 120 personnes.

- Juin. L'Union Européenne adopte une loi qui permet l'utilisation de jusqu'à 0,9% d'OGM dans les cultures de produits biologiques.

- Octobre. L'Association Bio-Aquitaine démontre à Saint-Dos (Béarn) que le maïs génétiquement modifié pollue les cultures biologiques de maïs.

- Octobre. Sarkozy annonce son intention d'interdire la vente de maïs génétiquement modifié et l'adoption d'une loi, pour ce faire, en janvier.

Mixel Garikoitz

Chef de Rédaction de
l'Agence de Nouvelles
HEDA PRESSE

En 2007, les actions contre les OGM ont augmenté au Pays Basque Nord, telles que notamment l'occupation de la coopérative Lur Berri de Donapaleu, du 14 au 17 avril, pour dénoncer les dizaines d'hectares semés en OGM, principalement dans le canton de Bidaxune (près de Bayonne).

Par ailleurs, on commence à voir à l'entrée de nombreux villages des pancartes installées par les Mairies indiquant l'absence d'OGM dans la commune.

L'influence du conflit politique sur le processus d'unification des Caisses d'Épargne de la Communauté Autonome Basque

La fusion des Caisses d'Épargne de l'Araba, du Bizkaia et du Gipuzkoa compte sur le soutien des syndicats et des employeurs basques, mais il existe certains désaccords dans le domaine politique. La fusion entre la BBK, Kutxa et Vitalkutxa entraînerait la création d'une entité qui occuperait la troisième place du secteur au sein de l'État espagnol et ferait augmenter la compétitivité du marché.

- Février. PP et PSE ne soutiennent pas l'intégration des Caisses de l'Araba, du Bizkaia et du Gipuzkoa. Selon le PNV, la fusion se matérialisera après les élections.

- Février. Au sein de Vitalkutxa, une plateforme contraire à l'intégration est créée. Gregorio Rojo, Président de Vitalkutxa, est démis de ses fonctions au sein du Syndicat d'Employeurs de l'Alava (SEA).

- Septembre. Xabier Agirre (PNV) est élu Député Général d'Araba, avec les voix du PSE. Le PP propose la disparition de Vitalkutxa et annonce des mobilisations.

- Octobre. Selon le PSE, la proposition de consultation populaire, lancée par Juan José Ibarretxe pour le 25 octobre 2008, empêche la poursuite du processus de fusion des Caisses.

- Octobre. La Fédération des Employeurs Basques, Confebask, se déclare favorable à la fusion et création d'une seule Caisse, considérant que cela augmenterait la capacité de crédit et les investissements potentiels.

- Octobre. Xabier Irala (BBK), Carlos Etxepare (Kutxa) et Gregorio Rojo (Vitalkutxa) mettent en évidence, dans un communiqué conjoint, le contexte politique d'incertitude ouvert au Pays Basque et insistent sur la nécessité de l'intégration, non seulement comme opération commerciale, mais comme génératrice de valeur économique et sociale.

- Octobre. La Commission Espagnole de la Concurrence impose une amende de 24 millions d'Euros à BBK, CAN, Kutxa et Vitalkutxa, pour avoir souscrit un pacte de non-concurrence entre elles. BBK et Kutxa allèguent qu'elles sont en attente du processus de fusion, pour justifier la non-ouverture de succursales dans d'autres territoires.



Ivan Santamaria
Journaliste de BERRIA

Une nouvelle année s'est écoulée et l'idée de fusion des Caisses pourrait prendre un nouvel élan, après la mise en œuvre d'une procédure de rénovation de la moitié des Assemblées Générales des dites entités. La fissure de l'union entre PP et PSE pourrait donner lieu à la création d'une nouvelle majorité au sein de la Vitalkutxa. Cependant, même si les partisans de la fusion obtiennent le contrôle des Caisses, ce dernier sera toujours à la merci de la politique, malheureusement inévitable, en matière sociale et économique.



Juan Angel Monreal
Journaliste de la
rubrique d'Économie
du DIARIO DE NOTICIAS

Le Plan d'Aménagement du Territoire (POT), qui avait fait l'objet jusqu'en novembre de 86 suggestions et allégations, divise la Haute Navarre en cinq zones. Il envisage un accroissement de 50% du sol industriel de la région de Pampelune et recommande à la Zone Moyenne de miser sur le secteur des services et le patrimoine culturel.

Cinq modèles de développement différents dans une Haute Navarre divisée

La Stratégie Territoriale de la Haute Navarre (ETN) divise notre territoire en cinq régions. Pour 2009, le Gouvernement de la Haute Navarre prétend implanter une nouvelle et unique planification et méthodologie d'aménagement du territoire. L'année 2007, quant à elle, a fait l'objet de nombreuses suggestions, présentées aussi bien à titre individuel que par le biais de différentes acteurs.

- En novembre 2006, le Gouvernement de la Haute Navarre présente la Stratégie Territoriale de la Haute Navarre (ETN), dont le délai de débat expire en septembre 2007.

- Janvier (2007). Le Gouvernement de la Haute Navarre présente le projet de construction de 19.000 nouveaux logements à Gendulain - Pampelune - (ETN2). Selon les Maires et acteurs locaux, ce projet ne respecte pas les stipulations de l'ETN.

- Février. Présentation du projet d'aménagement du territoire de la région de Sakana (ETN1), avec comme objectif premier la promotion de l'industrie.

- Mars. Le Gouvernement de la Haute Navarre destine 85 millions d'Euros au Plan de Développement des Pyrénées (ETN3), visant à promouvoir le patrimoine artistico-culturel et naturel. Les acteurs locaux dénoncent la perte de population et défendent des " Pyrénées vivantes " .

- Mars. L'ETN prévoit pour la région de Pampelune un accroissement de plus de 50% du sol industriel.

- Avril. Création de la Fondation de Yesa, dans le cadre du Plan Stratégique de Développement des Pyrénées.

- Septembre. Prolongation du délai de débat de l'ETN jusqu'au 30 octobre.

- Septembre. Les commerçants de la région de Pampelune revendiquent l'inclusion de plans de promotion du commerce dans les rapports de l'ETN.

- Octobre. L'opposition politique de la Haute Navarre considère nécessaire la révision de l'ETN, étant donné qu'elle ne garantit pas l'équilibre entre les différents territoires.

- Novembre. L'avant-projet fait l'objet de 86 suggestions. Le rapport définitif, compte tenu de ces suggestions, sera présenté début 2008 et la première phase de l'ETN commencera à être exécutée.

La fiscalité oppose l'Araba, le Bizkaia et le Gipuzkoa

Malgré l'opposition de Bruxelles et des Communautés Autonomes de l'État Espagnol, l'Araba, le Bizkaia et le Gipuzkoa appliqueront un Impôt sur les Sociétés réduit. Les principaux problèmes surgissent au Gipuzkoa, obligeant à adopter par décret le taux de 28%, que les autres territoires adoptent également. La ratification de cette décision revient toutefois aux Juntas Generales (Assemblées Provinciales).

- Février. Les Députations de l'Araba, du Bizkaia et du Gipuzkoa conviennent avec le Gouvernement Basque l'application d'un nouveau taux d'Impôt sur les Sociétés (28%). En Haute Navarre, par contre, ce taux sera de 30% en 2008.

- Mars. Le PNV n'arrive pas à un accord avec la Députation du Gipuzkoa, étant donné qu'EA et PSE défendent un taux de plus de 30%.

- Mars. Les Députations de l'Araba et du Bizkaia adoptent le taux de 28%, avec les voix du PNV et du PP.



- Mars. ELA dénonce que le taux réel de l'Impôt sur les Sociétés appliqué aux employeurs est d'environ 18%.

- Juin. La Cour Européenne sanctionne le Gouvernement espagnol pour les " vacances fiscales "

- Juillet. Dans la Communauté Autonome Basque, entre 1995 et 1999, près de 300 entreprises ont bénéficié d'exemptions de l'impôt, pour un montant de 2 milliards d'Euros.

- Août. Le Député Général du Gipuzkoa, Markel Olano, réaffirme que le taux d'Impôt sur les Sociétés sera de 28%.

- Septembre. PNV et EA brisent l'unité fiscale pour la première fois dans la Communauté Autonome Basque, en accordant un taux de 30%. Adegui critique durement cette décision.

- Octobre. Le PNV brise l'accord atteint avec EA au Gipuzkoa, en ratifiant le taux de 28%.

- Décembre. Le Conseil des Députés du Gipuzkoa fixe un Impôt sur les Sociétés de 28%, par le biais d'un Décret à soumettre à l'approbation des Juntas Generales, dans un délai de 30 jours.



Alazne Basañez
Chef de la rubrique
d'Économie de GARA

Le Conseil Extraordinaire des Députés, célébré fin 2007 pour l'approbation du Décret relatif à l'Impôt sur les Sociétés du Gipuzkoa, offre une image très illustrative de la politique dominante au Pays Basque. Le PNV a utilisé tous les moyens pour fixer à 28% l'impôt sur les bénéficiaires à payer par les entreprises, misant ainsi sur une formule injuste et non-rétributive. De plus, dans la pratique, ce taux est encore plus réduit. Par ailleurs, le poids des salariés dans la répartition de la richesse ne cesse de diminuer, au profit des entreprises et des rentes en capital.



Aitor Renteria
Journaliste de BERRIA

La situation au Basque Country Nord est de plus en plus sombre

Le Pays Basque Nord souffre d'une grave carence d'institutions et de services publics et les quelques existants ont été transférés à l'étranger, au bénéfice de Pau et de Bordeaux. De plus, les mesures adoptées par Paris pour réduire le déficit de l'économie française ne favorisent nullement la permanence en Basque Country Nord des quelques services restants.

- Juin. Le Président Nicolas Sarkozy amorce la réduction et la réorganisation des services publics, afin de surmonter le déficit français.

- Juin. Le Département de la Justice du Gouvernement Français annonce son intention de transférer à Pau tous les services de justice de Bayonne. La fermeture des Tribunaux de Donapaleu (Basse Navarre) et de Miarritze (Labourd) aura ainsi lieu avant 2010.

- Juin-Juillet. Les avocats du Tribunal de Grande Instance de Bayonne se déclarent en grève, du 26 juin au 9 juillet.

- Juin. Annonce du transfert de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Bayonne à

Pau, dans le cadre du réaménagement prévu pour 2011.

- Juillet. Le Gouvernement de Paris envisage la dissolution de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de Bayonne, sans avoir toutefois concrétisé une quelconque mesure.

- Juillet. Annonce du transfert de Bayonne à Pau de l'Union de Recouvrement des Cotisations de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales (URSSAF).

- Septembre. Les entreprises de la Soule commencent à payer leurs impôts à Oloron (Béarn) et non plus à Bayonne.

- Octobre. Le syndicat LAB présente une demande devant le Tribunal d'Instance de Donapaleu, afin d'éviter le transfert des services publics de proximité hors du Pays Basque.

- Octobre. Les avocats du barreau de Bayonne se manifestent à Pau.

- Novembre. Le syndicat CFDT rencontre les représentants de l'URSSAF à Paris. Le syndicat réclame le maintien à Bayonne de la structure principale de l'URSSAF.

- Novembre. Les fonctionnaires font la grève pour dénoncer la situation de péril des services publics. Près de 5.000 personnes participent à la concentration convoquée à Bayonne.

L'État français va vider de contenu les services publics du Pays Basque Nord, dans le meilleur des cas. Elle a déjà annoncé sa décision de transférer divers services de Bayonne à Pau.

Deux travailleurs sont morts cette semaine

Ces deux dernières années, plus de 100 travailleurs ont perdu la vie au Pays Basque. La construction est le secteur qui a enregistré le plus grand nombre de morts, parmi les travailleurs étrangers en particulier, victimes de la sous-traitance et des mauvaises conditions de travail. En 2007, au Pays Basque Sud, les Administrations ont adopté deux Plans de Santé et Sécurité au Travail, qui n'ont cependant pas compté sur le soutien des syndicats.

- Janvier. En 2006, 129 travailleurs ont perdu la vie au Pays Basque à la suite d'accidents de travail.

- Février. 19% des personnes décédées trouvent la mort durant le trajet entre leur domicile et le lieu de travail.

- Mars. Le gouvernement, le patronat et les syndicats UGT et CCOO souscrivent le II^{ème} Plan de Santé et Sécurité au Travail de la Haute Navarre.

- Avril. Selon les données d'Adegi, en 2006 les morts en milieu de travail ont diminué de

50% au Gipuzkoa. L'UGT affirme cependant que, durant les trois premiers mois de 2007, le nombre de décès a augmenté de 50%, par rapport à la même période de 2006.

- Mai. Tous les syndicats sont d'accord sur le fait que la plupart des accidents qui se produisent dans le secteur de la construction sont dus à la négligence des employeurs.

- Mai. Le patronat, les syndicats et l'administration ne se mettent pas d'accord sur le Plan de Gestion d'Osalan.

- Juillet. Trois syndicats exigent l'inclusion d'une référence spécifique aux conditions de travail des transporteurs dans le Plan de Santé et de Sécurité au

Travail de la Communauté Autonome du Pays Basque (2007-2010).

- Octobre. Débat sur le Plan de Santé et de Sécurité au Travail (2007-2010) au Parlement de Gasteiz. Dans la Communauté Autonome Basque, les inspecteurs, qui réalisaient auparavant 3.200 visites d'inspection par an dans les entreprises, n'en réalisent plus que 1.600.

- Décembre. En 2007, selon LAB, 117 travailleurs ont perdu la vie au Pays Basque à la suite d'accidents de travail.



Begoña Martín
Rédactrice de la
rubrique d'Économie
de NOTICIAS DE ÁLAVA

Appliquer la Loi de Prévention des Risques Professionnels devrait être une priorité pour les entreprises basques. Cependant, au manque d'investissements de la part de certaines compagnies en matière de Sécurité et de Santé au Travail vient s'ajouter la propre responsabilité de l'Administration dans les accidents. L'Inspection du Travail, qui dépend du Gouvernement Central, a réclamé à plusieurs reprises davantage de moyens humains. Les Techniciens sont peu nombreux et n'arrivent pas toujours à temps pour s'assurer du respect de la Loi.



Aitziber Arzallus
Journaliste de BERRIA,
supplément Egitura

La campagne de l'anchois et du thon provoque un affrontement entre pêcheurs

Malgré le risque d'extinction de l'anchois dans le Golfe de Gascogne, la Commission Européenne, cédant aux pressions du Gouvernement Français, a permis la pêche expérimentale de cette espèce, sans tenir compte des critères scientifiques. De plus, les captures côtières de thon n'ont jamais été aussi faibles et ont été vendues au prix d'il y a 25 ans. Les pêcheurs du Pays Basque Nord, par contre, on capturé l'année dernière le double du quota assigné par Bruxelles.

- Février. L'Union Européenne permet, en décembre 2006, les captures expérimentales dans le Golfe de Gascogne, du 15 avril au 15 mai.

- Mars. Le Gouvernement Basque envisage de vérifier la traçabilité de l'anchois commercialisé en Araba, au Bizkaia et au Gipuzkoa.

- Mars. Jaime Tejedor, Président des Confréries de Pêcheurs du Gipuzkoa, considère que la position du Gouvernement Français est



une menace pour les pêcheurs du Bizkaia et du Gipuzkoa.

- Juin. Une étude d'Azti montre que le volume de l'anchois n'a pas suffisamment augmenté. La campagne Bioman du Gouvernement Espagnol offre des résultats similaires. Azti envisage l'interdiction des captures d'anchois jusqu'en 2008.

- Juillet. La Commission Européenne interdit la capture d'anchois jusqu'à la fin de l'année.
- Août. Début de la campagne du thon et du bonite.

- Août. Le prix du thon aux Halles est identique à celui d'il y a 25 ans.

- Août. Les pêcheurs réclament des mesures contre le poisson importé et commercialisé comme du poisson autochtone.

- Août. Les pêcheurs de France et du Labourd excèdent le quota imposé par Bruxelles, avec 9.000 captures au lieu des 5.494 réglementaires.

- Décembre. Le Conseil des Ministres de la Pêche de l'UE prolonge la prohibition des captures d'anchois jusqu'en juin 2008.

La position des pêcheurs du Pays Basque Sud est incompréhensible. Ces dernières années, ils ont défendu les indications des scientifiques, par-dessus tout, et, tout à coup, ils sont prêts à se lancer à la mer, en ignorant les conseils de ces mêmes scientifiques. Ce dont il ne fait pas le moindre doute c'est que, si on ne permet pas la récupération de l'anchois dans le Golfe de Gascogne, cette espèce finira par disparaître complètement.

L'Euribor grimpe en flèche et les débiteurs en pâtissent

Les successives augmentations des taux Euribor et d'intérêt ne semblent pas effrayer les acheteurs de logements. L'Euribor a atteint en décembre le plus haut niveau en sept ans (5% environ). Les taux d'intérêt ont également expérimenté une montée constante tout au long de 2007 et le marché immobilier des États-Unis est entré dans une crise profonde en été. Cependant, selon les experts, il est encore trop tôt pour parler de crise au Pays Basque.

- Janvier. L'Euribor se situe à 4,064%. Les hypothèques moyennes s'élèvent à 155.000 Euros au début de l'année.



- Mars. Pour renouveler son hypothèque, le débiteur devra payer 110 Euros de plus par mois en moyenne.

- Mai. Le BCE maintient les taux d'intérêt à 3,75%, avec l'intention de les augmenter en juin. Depuis mars 2006, les taux d'intérêt étaient restés stables.

- Juin. La Bourse des États-Unis est en proie à une profonde crise. L'augmentation des taux d'intérêt et la stagnation des marchés font que l'endettement de nombreux citoyens augmente.

- Juin. L'Euribor franchit la barre des 4,5% et atteint son plus haut niveau depuis six ans, avec un accroissement

de 30% en un an.

- Août. Le BCE injecte sur le marché 47.665 millions d'Euros, afin d'éviter la crise hypothécaire. Cette entité financière situe le taux d'intérêt à 4%.



Xabier Aja
Chef de la rubrique
d'Économie de DEIA

Dans l'État espagnol, en général, et dans la Communauté Autonome Basque en particulier, la mise en œuvre de l'euro a fait considérablement baisser le prix de l'argent ces dernières années, favorisant ainsi un spectaculaire accroissement de la demande interne et le "boom" de la construction, grâce à l'abondance de prêts bon marché. Mais ce monde heureux s'est effondré durant le dernier trimestre de l'année, après avoir eu connaissance que les hypothèques à risque consenties aux États-Unis ont dégénéré en impayés généralisés. Dans un tel contexte, la décision de la banque de restreindre l'octroi de crédits et d'en enchérir le coût a provoqué une situation de ralentissement économique généralisé.

L'environnement traversé par les rails

Selon le Gouvernement Basque, l' "Y Basque" est un projet stratégique, visant à mettre fin aux carences en communications et transport de la Communauté Autonome Basque (CAV). En 2007, les premières pierres de cette infrastructure ont ainsi été posées, malgré les nombreuses voix qui se sont élevées contre ce projet dans tout le Pays Basque.

- Février. Le Gouvernement Basque affirme que le TGV (TAV) répond aux demandes des citoyens et qu'il compte sur son soutien majoritaire (80% du Parlement Basque).

- Mars. Le Gouvernement Français assure que la haute vitesse française comptera un lien avec le TGV de la Communauté Autonome Basque.

- Mars. L'Union Européenne fixe l'année 2013 comme délai pour l'achèvement des travaux de construction du TGV basque.

- Avril. Près de 2.000 personnes se manifestent contre le TGV basque à Irun et Hendaye, et 4.000 le font à Bilbao.



- Août. EHNE réclame l'ouverture des délais pour la présentation d'allégations contre les expropriations de terrains.

- Septembre. 20 personnes sont jugées pour s'être enchaînées en novembre 2006 aux travaux du TGV basque, sur le tronçon entre Urbina et Luku (Araba).

- Octobre. ETA se déclare contraire au TGV basque et lance un appel à la mobilisation, pour exiger la paralysation des travaux.

- Octobre. Débat au Parlement Basque autour du TGV basque. EHAK, Ezker Batua et Aralar s'opposent au projet.

- Décembre. Consultations populaires au sujet du TGV basque, avec comme résultat 93,34% et 98,29% de voix contraires à Elorrio (Bizkaia) et Anoeta (Gipuzkoa), respectivement.

- Décembre. AHT Gelditu Elkarlana convoque une manifestation nationale le 15 décembre à Arrasate-Mondragón, au cours de laquelle 15.000 personnes expriment leur opposition au projet.



Carlos Etxeberri
Chef d'Économie et
de Politique de
NOTICIAS DE GIPUZKOA

LE TRAIN COMME ALTERNATIVE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE. L'erreur commise par ce pays en matière de communications est de vouloir se centrer sur le développement d'autoroutes et de routes, en délaissant le chemin de fer et contrairement à la tendance européenne, ce qui fait que nous nous retrouvons face à des infrastructures routières incapables d'absorber le trafic de véhicules qui ne cesse d'augmenter.

La mise en œuvre du TGV basque permettra non seulement la cohésion du pays grâce à la voie ferrée, mais constitue une alternative au transport routier des personnes et des marchandises. Et c'est la seule issue.

Nouvelle convention de travail chez Volkswagen-Navarre, sous la menace de la délocalisation

L'industrie automobile est le secteur moteur de l'économie de la Haute Navarre et compte près de 80 entreprises et plus de 11.000 travailleurs. Volkswagen-Navarre est la principale entreprise du secteur, dont dépendent bien d'autres. Après cinq années de conflits, le Comité d'Entreprise de VW-Navarre et les syndicats UGT et CCOO ont souscrit une nouvelle convention de travail. Pour les entreprises auxiliaires, cependant, la menace de délocalisation et de mauvaises conditions de travail persiste.

- Janvier. Les travailleurs et l'entreprise désignent leurs représentants (10 et 9 respectivement) pour la négociation de la nouvelle (la sixième) convention de travail de Volkswagen-Navarre.

- Février. Le Président du Comité d'Entreprise, Jesús Sánchez Bruna (UGT), présente sa démission.

- Février. Création de la table de négociation de la VI^{ème} Convention Collective de VW-Navarre.

- Mars. Élections syndicales. L'UGT remporte la victoire et les délégués se répartissent comme suit : UGT (10), CCOO (8), LAB (5), CGT (3) et CC (1).

- Avril. Incendie de l'atelier de peinture de VW-Navarre. Les syndicats UGT, CCOO et CC arrivent à un accord avec la Direction pour ne pas paralyser la production.

- Mai. Les travailleurs de VW-Navarre adoptent en référendum l'avant-projet de la VI^{ème} Convention de Travail, avec 72,84% des voix.

- Septembre. Les syndicats UGT, CCOO et CC souscrivent la VI^{ème} Convention de Travail, jusqu'en 2009.

- Octobre. L'entreprise Sysmo paralyse son activité et les travailleurs se déclarent en grève du 1 octobre au 5 novembre.

- Octobre. ELA et LAB lancent un appel à la grève dans le secteur de l'automobile de la Haute Navarre pour le 30 octobre.

- Novembre. Volkswagen annonce un investissement de 284 millions d'Euros sur son site de la Haute Navarre, pour la période 2008-2010.



Juan Angel Monreal
Journaliste de la
rubrique Économie du
DIARIO DE NOTICIAS

Volkswagen-Navarre a signé en 2007 une convention de travail qui arrive à apaiser la tension parmi les travailleurs. Le site de Landaben sera destinataire dans les prochaines années de 284 millions d'Euros en investissements et il a d'ores et déjà amorcé la diversification de sa production.